

Vers l'opérationnalisation d'un système national de suivi-évaluation des actions climatiques au Burkina Faso

Indicateurs communs identifiés pour le suivi du PNA et la notification de la CDN

Résumé

L'Accord de Paris appelle à une transparence accrue des mesures d'adaptation et demande aux Parties à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques de partager les informations sur les progrès réalisés en matière d'adaptation. Cependant, le Burkina Faso n'a pas encore élaboré de système national de suivi-évaluation (S&E) dédié aux changements climatiques. Dans le but d'appuyer l'élaboration du dispositif national de S&E de l'adaptation et de l'atténuation aux changements climatiques, un diagnostic des systèmes de S&E existants a été fait au cours de l'année 2019. Cet état des lieux a permis d'identifier des indicateurs de S&E communs pour le Plan National d'Adaptation (PNA) et la Contribution Déterminée au niveau National (CDN), des besoins en renforcement de capacités des acteurs nationaux liés au S&E et des recommandations pour l'opérationnalisation du dispositif de S&E.



Contexte

Les changements climatiques constituent l'une des problématiques planétaires. Conscient de cette situation, le Burkina Faso s'est engagé à contribuer à l'atténuation des effets néfastes des changements climatiques en ratifiant le 20 septembre 1993, la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et l'Accord de Paris sur le climat en 2016. Cet engagement s'est traduit entre autres par l'élaboration du Plan National d'Adaptation aux changements climatiques (PNA) et de la Contribution Déterminée au niveau National (CDN). En effet, le PNA est le référentiel des mesures d'adaptations prévues dans les secteurs les plus vulnérables aux changements climatiques notamment l'agriculture, l'élevage, l'environnement, la santé, l'énergie, les infrastructures et habitat, la sécurité en eau, les organisations de la société civile et les associations féminines. En revanche, la CDN traduit les engagements du pays en matière d'adaptation et d'atténuation pour l'horizon 2030.

La mise en œuvre de ces outils climatiques repose sur la responsabilisation des acteurs et la cohérence des interventions ainsi que le partenariat qui sont les principes directeurs essentiels pour assurer l'appropriation et la durabilité des interventions par les parties prenantes.

Cependant, les différentes études menées par le Secrétariat Permanent du Conseil National pour le Développement Durable (SP-CNDD) et le Projet d'Appui Scientifique aux processus de Plans Nationaux d'Adaptation (PAS-PNA) ont relevé la faible synergie entre les différentes parties prenantes et le dysfonctionnement au niveau du suivi-évaluation (S&E) des actions climatiques. Ces faiblesses ont conduit le PAS-PNA à commanditer au cours de l'année 2019 l'état des lieux du système de S&E pour le processus PNA et CDN.

Objectif

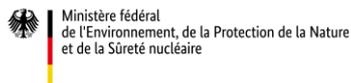
L'objectif principal de l'activité est d'appuyer l'élaboration du dispositif national de suivi-évaluation de l'adaptation et de l'atténuation aux changements climatiques. D'une manière spécifique, il s'est agi :

- de faire l'état des lieux des systèmes de S&E existants ;
- d'identifier les indicateurs de S&E communs pour le PNA et la CDN ;
- de proposer des canaux de diffusion des informations générées par le système de S&E.

Publié par :



Mandaté par :



de la République fédérale d'Allemagne

Sous la tutelle du :



En coopération avec :



Approche

La démarche méthodologique s'est fondée sur une approche participative qui a impliqué les principales parties prenantes de la mise en œuvre du PNA et de la CDN. Les parties prenantes mobilisées proviennent des ministères sectoriels, des centres de recherche, de la société civile, du secteur privé et du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Le processus a combiné essentiellement les phases de préparation, de collecte des données et de validation des différents rapports de l'étude (**Figure 1**).

Principaux résultats

L'activité réalisée montre que le pays ne dispose pas de système national de S&E dédié aux changements climatiques. Cependant, il existe aux niveaux national et programmatique plusieurs dispositifs de S&E qui prennent en compte les actions climatiques (**Tableau 1**). Ces dispositifs reposent singulièrement sur l'approche de gestion axée sur les résultats.

Par ailleurs, l'évaluation des politiques publiques reste relativement rare au Burkina Faso avec des confusions dans la compréhension des concepts de suivi et de contrôle, souvent assimilés à l'évaluation. Cela est en partie imputable à l'absence d'un cadre légal et réglementaire régissant la pratique de l'évaluation et à la faiblesse des capacités évaluatives nationales.

Dans le même ordre d'idées, les indicateurs au niveau du PNA manquent de précisions en termes de calcul, de valeurs de référence et de ciblage. Aussi, la panoplie des activités à réaliser par une diversité d'acteurs gouvernementaux, du secteur privé, des partenaires au développement, de la société civile et des collectivités territoriales rend davantage difficile le suivi-évaluation des actions d'adaptation.

Le pays a opté de s'appuyer véritablement sur les systèmes de S&E existants pour l'intégration du suivi-évaluation de l'adaptation et de l'atténuation aux changements climatiques (**Figure 2**). Cette voie semble pragmatique et économique pour la collecte des données via les plateformes intersectorielles déjà établies.

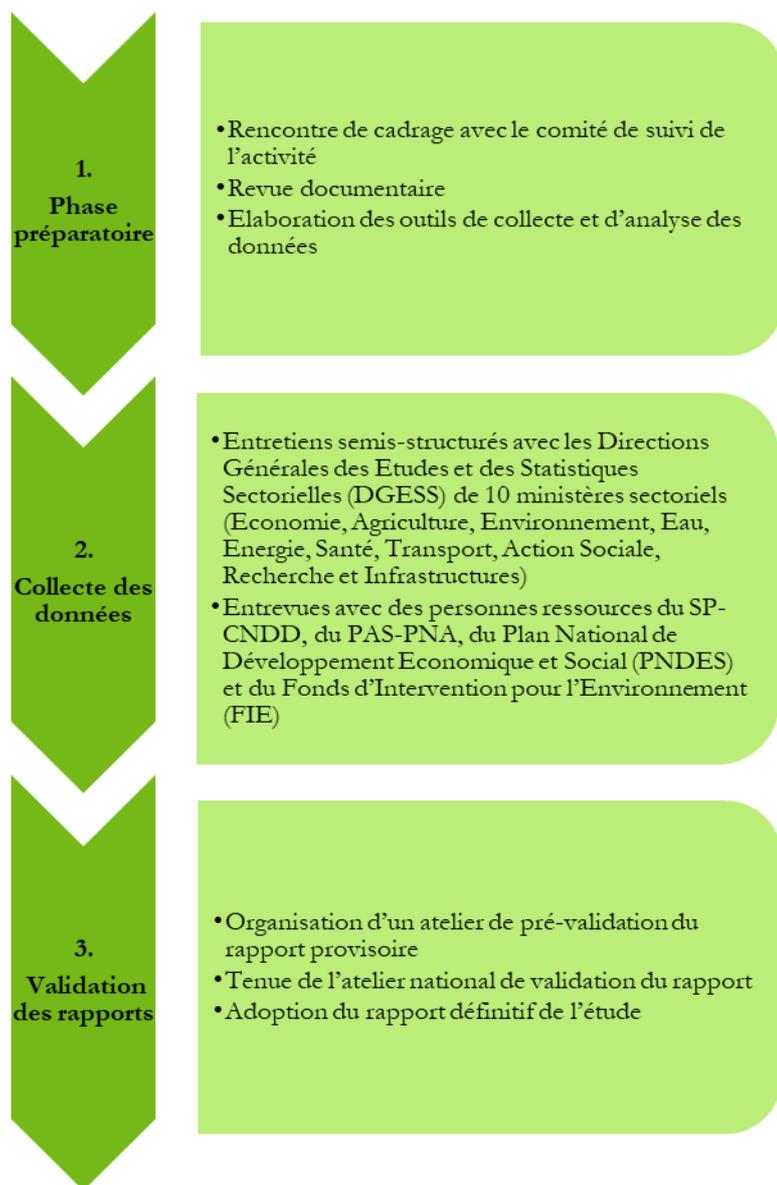


Figure 1 : Etapes de réalisation du diagnostic de S&E

Toutefois, il y a la nécessité d'harmoniser les systèmes nationaux de S&E y compris leurs indicateurs, les types de données entre les différentes échelles, les secteurs et les institutions pour permettre d'établir des comparaisons.

Les acteurs pourraient utiliser le catalogue national d'indicateurs de développement élaboré depuis 2010 pour la planification et le suivi-évaluation des politiques, des projets et des programmes.



Gauche : Participants à la validation du rapport de l'étude

Droite : Impact de la sécheresse sur le bétail

Tableau 1 : Dispositifs de S&E existants aux niveaux national et programmatique

Dispositifs de S&E	Echelle	Secteurs/domaine	Exemple d'indicateur
Dispositif Intégré de Suivi évaluation de la Stratégie Nationale de l'Eau (SNE)	Nationale, régionale et locale	Approvisionnement en Eau Potable	Taux de fonctionnalité des infrastructures hydrauliques
Plan National de Développement Economique et Social (PNDES)	Nationale, régionale et locale	Environnement, Agriculture, Elevage, Eau, Energie, Santé	Proportion des terres dégradées récupérées
Système National d'Information sur l'Eau (SNIEau)	Nationale, régionale et locale	Ressources en eau	Nombre cumulé de barrages réhabilités
Observatoire National de l'Environnement et du Développement Durable (ONEDD)	Nationale, régionale et locale	Environnement, sol, eau, air, Forêts, Diversité biologique, Catastrophes naturelles	Evolution annuelle moyenne des superficies forestières et arborées
Système d'Information, de Planification et de Suivi-Evaluation des Résultats (SIPSER)	Nationale	Environnement, Diversité biologique, air, Forêt, Faune	Superficie et proportion des Aires protégées
Système d'Information Urbain (SIU)	Ouagadougou et Bobo-Dioulasso	Habitat	Proportion des villes disposant d'un schéma directeur d'aménagement urbain
Plateforme digitale de Suivi-évaluation sur le potentiel de séquestration du carbone	Nationale Régionale	Agriculture et Forêt	Quantité de carbone séquestrée

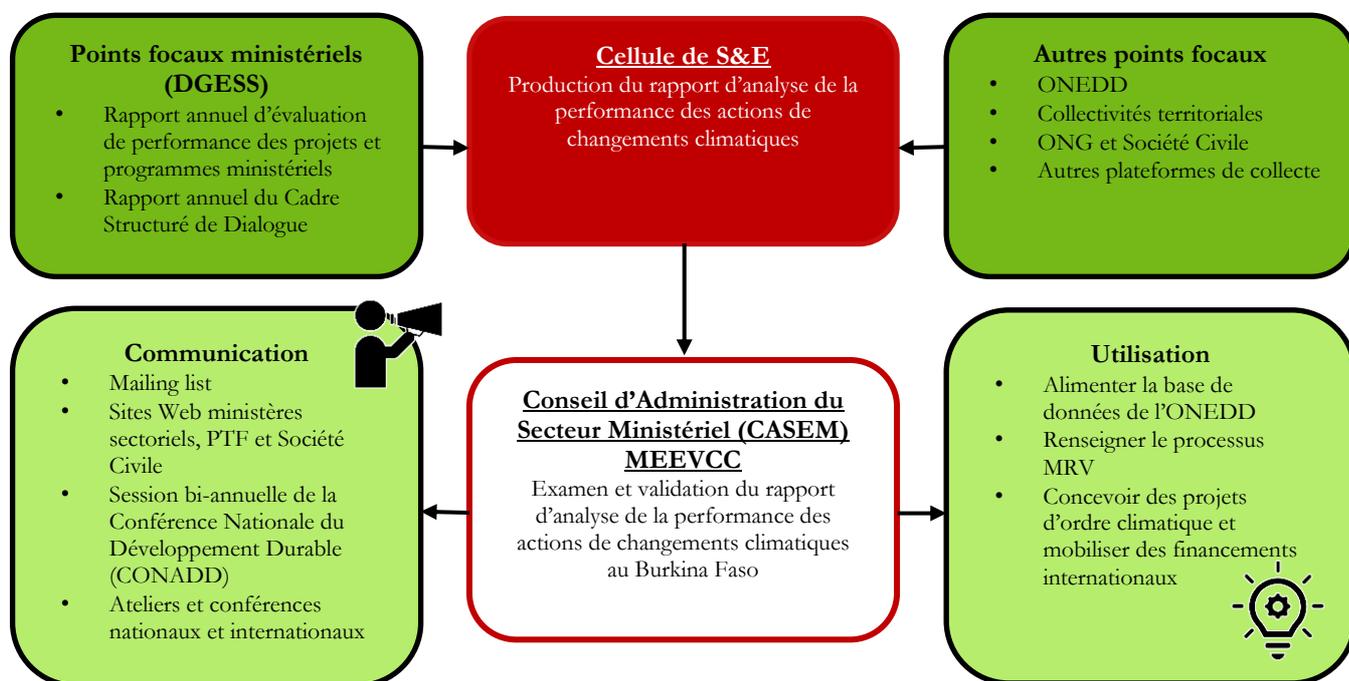


Figure 2 : Illustration globale du système de suivi- évaluation envisagé

Prochaines étapes

Les parties prenantes du processus PNA et CDN recommandent que le système de suivi-évaluation des actions des changements climatiques s'intègre aux dispositifs actuels de suivi-évaluation des politiques sectorielles et du PNDES pour le rendre plus fluide et amoindrir les coûts. A ce titre, pour garantir la fonctionnalité de ce mécanisme de S&E, il est indispensable de renforcer les capacités opérationnelles des différents acteurs en l'occurrence la Cellule de suivi-évaluation au sein du Service Changements Climatiques du SP-CNDD, les DGESS des secteurs prioritaires, les points focaux et les collectivités territoriales ainsi que la Société civile. Du reste, le renforcement de capacités devrait être orienté sur i) la connaissance et l'utilisation de l'information climatique, ii) les aspects clés des PNA et CDN, iii) les stratégies de mobilisation de la finance climatique et iv) le système de suivi-évaluation.

Enseignements clés

Les acteurs ont reconnu que le développement du système de S&E est une activité essentielle pour soutenir les processus PNA et CDN. Cependant, les principaux défis relevés sont les contraintes de capacités financières et humaines ainsi que la création de synergies entre les processus de S&E aux niveaux central, régional et local. Le PAS-PNA a établi une synergie avec le Réseau Mondial de PNA (www.napglobalnetwork.org) qui va soutenir l'opérationnalisation du dispositif national de S&E des changements climatiques. A terme, le cadre des indicateurs existants peut constituer un élément de référence pour aller vers la convergence d'un système d'information national avec des indicateurs répondant aux besoins nationaux de suivi du PNA et de la CDN y compris les politiques et programmes de développement.

Le projet PAS-PNA

Le projet PAS-PNA accompagne les pays à gérer leurs processus PNA. Le Bénin, le Burkina Faso et le Sénégal sont les trois pays cibles dans lesquels le projet offre un appui continu à la formulation, la mise en œuvre et le suivi et évaluation du processus PNA.

Le projet est mis en œuvre par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH, en coopération avec Climate Analytics gGmbH. Au Bénin, il est mis en œuvre sous la tutelle du Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable (MCVDD) et en coopération avec le Centre de Partenariat et d'Expertise pour le Développement Durable (CePED), au Sénégal sous la tutelle du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) et au Burkina Faso sous la tutelle du Ministère de l'Environnement, de l'Économie Verte et du Changement Climatique (MEEVCC).

Le projet fait partie de l'initiative internationale pour le climat (IKI). Le Ministère fédéral de l'Environnement, de la Protection de la Nature et de la Sécurité nucléaire (BMU) soutient cette initiative en vertu d'une décision du Parlement de la République fédérale d'Allemagne.

Sur le long terme, le projet contribue à améliorer les capacités d'adaptation des trois pays cibles. Dans le cadre de leurs processus PNA respectifs, des stratégies d'adaptation efficaces et pertinentes sont soutenues dans les secteurs les plus vulnérables. Pour ce faire, les structures publiques appropriées sont outillées pour mieux exploiter les informations scientifiques sur le climat dans le processus d'élaboration des politiques.

Pour faire progresser le processus PNA, le projet mobilise des acteurs de l'Etat, de la société civile, du secteur privé et de la communauté scientifique. Des activités telles que le conseil organisationnel et stratégique, la formation technique, l'analyse scientifique et la facilitation de l'apprentissage sont menées dans les quatre champs d'action du projet.



Renforcement du cadre de gouvernance du processus PNA



Renforcement de la capacité scientifique



Facilitation de l'accès au financement



Réseau d'échange des praticiens sur le processus PNA

Publié par :
Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Sièges de la société
Bonn et Eschborn, Allemagne

08 B.P. 1132 Tri Postal, Cotonou/Bénin
T +229 21 31 01 67
F +229 21 31 03 95
E gizbenin@giz.de
I www.giz.de/en/worldwide/62331.html

Projet :
Projet d'Appui Scientifique aux processus PNA dans les pays francophones les moins avancés d'Afrique subsaharienne (PAS-PNA)

Auteurs :
Fiacre Basson, Nele Büchner, Hassane Diallo

Conception :
Sönke Marahrens

Crédits photographiques/sources :
GIZ/Fiacre Basson

La GIZ est responsable du contenu de cette publication.

Sur mandat du :
Ministère fédéral allemande de l'Environnement, de la Protection de la Nature et de la Sécurité nucléaire (BMU)
BMU Bonn
Robert-Schuman-Platz 3
53175 Bonn, Allemagne
T +49 (0)228 99 305-0
F +49 (0)228 99 305-3225
E zentrale@bmu.de-mail.de
I www.bmu.bund.de
BMU Berlin
Stresemannstraße 128-130
10117 Berlin, Allemagne
T +49 (0)30 18 305-0

Ouagadougou, 2020